

ÉVÉNEMENT

Maroc Telecom et les banques font plier le Masi

• L'indice phare du marché creuse ses pertes à 3,16%

• Les effets collatéraux du krach des Bourses mondiales

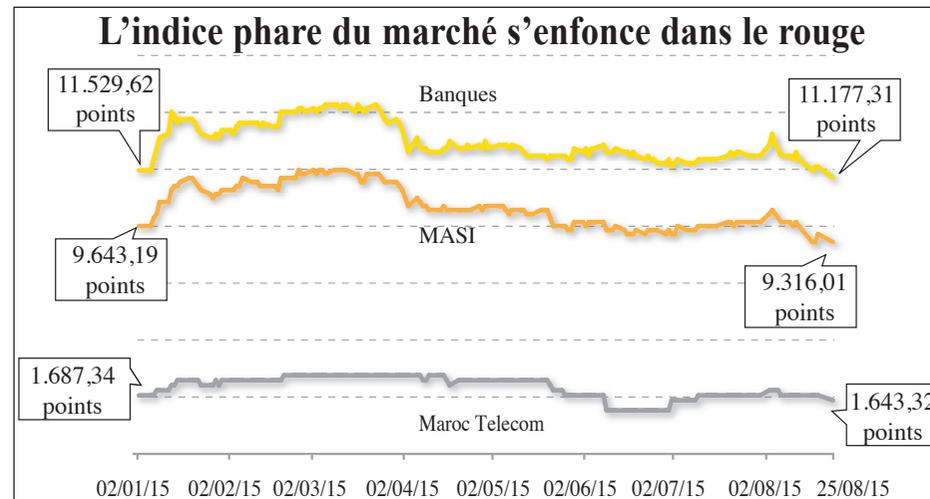
• Pour les banques, il y a en plus un «effet Samir»

LA secousse sur les places financières mondiales a été également ressentie à Casablanca. Le principal indice du marché a cédé 0,91% lundi et a décroché de 1,21% mardi. En très peu de temps, le Masi a accentué ses pertes depuis le début de l'année à 3,15%. «La forte volatilité des marchés à l'international fait bouger les investisseurs. Ils profitent de ces mouvements soit pour liquider des positions ou pour intégrer des marchés à des prix intéressants», note un analyste. La première hypothèse colle davantage à leur

comportement sur le marché casablancais. Les valeurs vedettes sont les premières mais ils sont plus élevés que la moyenne quotidienne des transactions (14,6 mil-

ions de DH) sur l'action de l'opérateur télécom depuis le début de l'année. A Paris, où la filiale d'Etisalat est également cotée, le titre affiche de légères baisses dans de tous petits volumes. Maroc Telecom, la première entreprise du Masi, pèse 21% de la capitalisation boursière. sont tout de même anémiques (moins de 260.000 DH en moyenne). «L'un des avantages de Managem est que c'est un opérateur diversifié ce qui lui permettra de compenser la baisse des prix d'un métal ailleurs». Il reste que quasiment tous les métaux sont touchés, certes dans des proportions diverses, par la baisse des prix. Les résultats du groupe minier pourraient en conséquence se retrouver sous pression. Par contre, la baisse des cours des matières premières agricoles profitera aux industries agroalimentaires.

Au niveau des autres secteurs, les banques surtout Attijariwafa bank et BCP, sont les principaux touchés par le mouvement vendeur sur la place. Elles ont perdu respectivement 4% et 3,7% sur les deux dernières séances. Mais, au-delà de la conjoncture mondiale et ses conséquences sur le comportement des investisseurs, le voile autour des négociations sur la situation de la Samir n'aide pas les titres des banques en Bourse. Attijariwafa bank et BCP sont les plus exposées aux difficultés du raffineur. Les filiales marocaines des groupes français auraient, selon des sources du marché, fermé depuis plus d'un an le robinet du crédit au pé-



Source: BVC

Le Masi a accentué ses pertes depuis lundi sous fond de sortie des investisseurs étrangers. Maroc Telecom, Attijariwafa bank et BCP principalement sont touchées par ces arbitrages. D'un autre côté, l'absence de visibilité sur la situation de la Samir amplifie le mouvement vendeur sur les bancaires

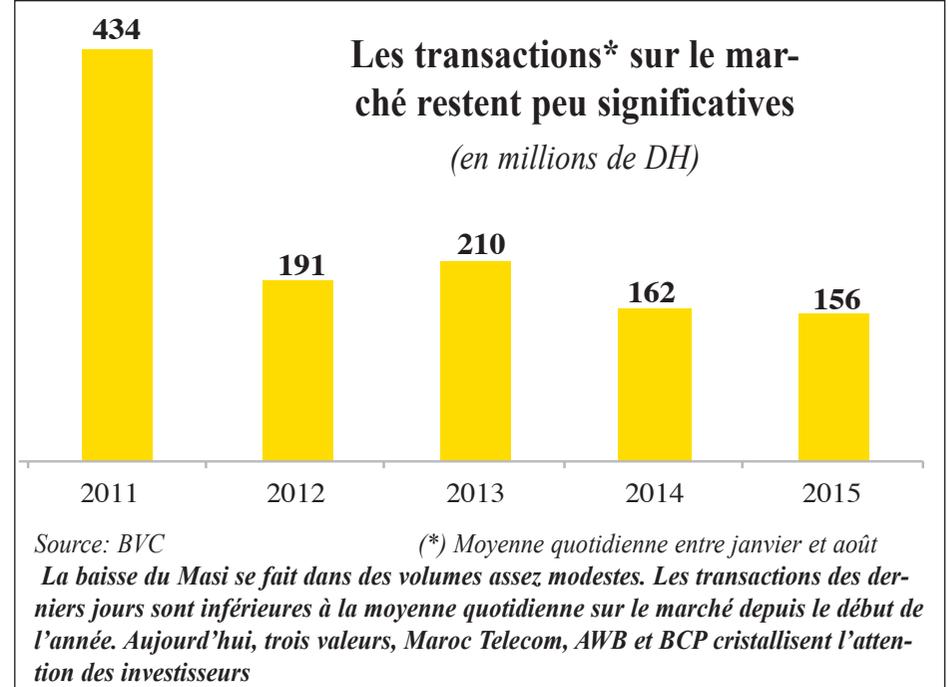
à faire les frais de ces arbitrages. Maroc Telecom a abandonné 1,48% à la clôture lundi et a cédé 1,15% le lendemain. Les échanges sur le titre sont peu significatifs,

lions de DH) sur l'action de l'opérateur télécom depuis le début de l'année. A Paris, où la filiale d'Etisalat est également cotée, le titre affiche de légères baisses dans de tous petits volumes. Maroc Telecom, la première entreprise du Masi, pèse 21% de la capitalisation boursière.



نهار 4 شتنبر، نصوتوا كلنا...
و نساهموا في تطوير جماعتنا و الجهة ديالنا

www.elections.ma



Les variations du titre ont une influence significative sur l'indice.

Aujourd'hui, les marchés actions réagissent au ralentissement de l'économie chinoise. Les conséquences de la baisse de régime du géant asiatique se font déjà sentir sur le marché des matières premières avec le plongeon des cours. Le Brent à Londres cotait en dessous de 44 dollars en séance mardi, soit une baisse supérieure à 57% sur un an.

En Bourse, les cours des entreprises fortement exposées aux matières premières seront pénalisés. C'est notamment le cas de Managem. Il a corrigé de plus de 6% sur les trois dernières séances. Les volumes qui ont transité sur la minière

troler. Une défaillance du raffineur aura des conséquences importantes sur les résultats du secteur au regard de l'effort de provisionnement à effectuer. Signe du manque de visibilité sur l'avenir du raffineur, le gendarme de la Bourse vient de reconduire la suspension du titre. Il n'est plus négociable sur le marché depuis le 6 août. Depuis la suspension du cours du pétrolier, l'action BCP a décroché de plus de 6% alors que Attijariwafa bank et BMCE Bank ont fléchi respectivement de 3,52% et 3,34%. □

F. Fa & A. Lo

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Des risques réels sur la croissance en 2016

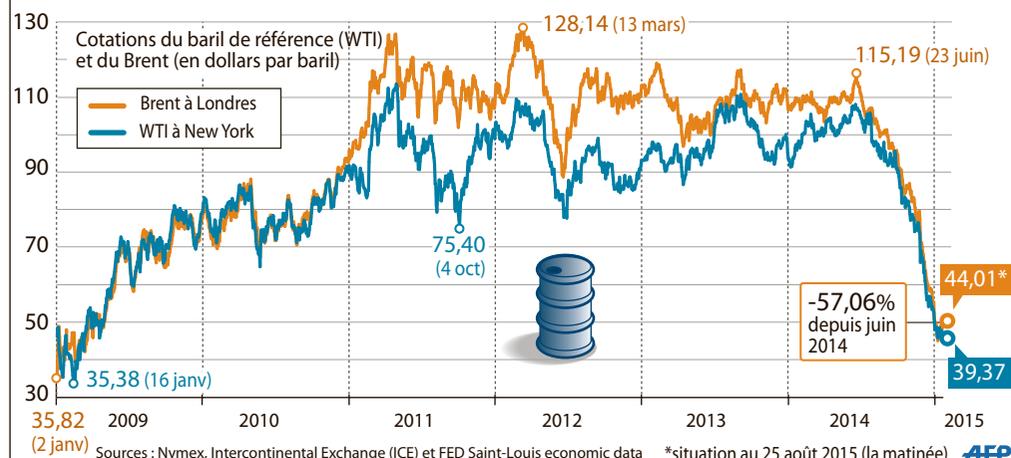
• **L'effet du ralentissement en Chine interviendrait avec du retard**

• **Pour le HCP, le secteur non agricole et les exportations sont exposés**

LA débâcle des bourses chinoises suivie par celle des marchés européens, lundi 24 août, s'est propagée sur les marchés des matières premières. Celles-ci ont enregistré des chutes importantes en raison des incertitudes pesant sur la solidité de l'économie chinoise. La baisse du prix du pétrole a pour la première fois depuis 2009 terminé lundi sous la barre psychologique des 40 dollars à New York. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre a perdu 1,67 dollar à 43,79 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres.

Pour le Maroc, importateur net de pétrole, cette chute du cours est une aubaine puisqu'elle impacte directement la balance de paiement. Déjà la baisse des cours entamée en début d'année a été bénéfique: A fin juillet, la facture énergétique a baissé de 28,7% s'établissant à 41,6 milliards de dirhams contre 58,4 milliards l'année dernière. Et la récente rechute pourrait soula-

L'or noir en chute libre



Au plus bas depuis 2009, le pétrole a terminé lundi sous la barre psychologique des 40 dollars à New York. Le pétrole ne souffre pas seulement de l'inquiétude sur la demande de la Chine, mais aussi d'une surabondance de la production. et ce sans compter le retour du brut iranien sur le marché en 2016, après l'accord de juillet sur le nucléaire

ger davantage la facture même s'il faut tenir compte de l'effet de l'appréciation du dollar.

Cette chute des cours aura aussi un impact positif sur le budget de l'Etat. «Mais nous risquons d'avoir un impact négatif sur la consommation et les investissements de manière globale alors que l'effet sur les recettes va être différé», tempère Ahmed Lahlimi, Haut Commissaire au Plan.

Par rapport à l'investissement, une situation internationale difficile pourrait impacter les financements surtout dans le cas de pro-

jets qui devraient être réalisés dans le cadre de partenariats. Aujourd'hui déjà le rythme d'exécution de certains investissements accuse du retard comme cela est soulevé par certains opérateurs. Néanmoins le Maroc pourrait capter quelques investissements directs étrangers suite au mouvement de capitaux qui ne manqueraient pas de se produire à l'international. «L'Afrique a le vent en poupe et pourrait bénéficier de ces investissements en particulier dans l'infrastructure», indiquent des analystes.

Réagissant «à chaud» et en attendant une analyse plus fine de ses équipes, Lahlimi estime que les effets de cette «crise» si elle dure atteindraient le Maroc mais avec du retard suivant en cela le schéma de la crise de 2008.

A côté du pétrole, la baisse a touché plusieurs produits: cela va du cuivre aux produits agricoles. Ainsi la tonne de métal rouge est tombée sous les 5.000 dollars pour la première fois depuis juillet 2009 sur le London Metal Exchange, où elle a perdu 30 % de sa valeur depuis le printemps.

Le Haut Commissaire au Plan ne cache pas ses craintes par rapport aux impacts sur le secteur minier et les exportations de manière globale «Nos exportations et le secteur non agricole peuvent en souffrir puisque les

Le phosphate n'est pas à l'abri

LES phosphates et dérivés figurent parmi les moteurs à l'export. La baisse des exportations à fin juillet est en partie attribuée à la reprise des cours des phosphates et dérivés constatée depuis quelques mois. D'ailleurs les expéditions de l'OCP ont atteint 25,4 milliards de dirhams contre 21,7 milliards un an auparavant, soit une hausse de 17%. Mais avec le ralentissement en Chine et ses conséquences en Europe et sur les pays émergents, cette situation pourra-t-elle durer? Pour Philippe Chalmin, professeur d'histoire économique à l'université Paris-Dauphine et coordinateur du rapport Cyclope sur les matières premières, «le marché du phosphate a sa propre dynamique mais il n'échappera probablement pas à un certain réajustement des cours». C'est d'ailleurs, selon Chalmin, le seul «point sur lequel le Maroc peut être touché» mais d'une manière «moins importante». «Le pays a la chance cette année de cumuler une excellente récolte et une baisse des importations des produits alimentaires et de céréales en particulier», note Chalmin. □

pays européens sont touchés. Nous avons un risque d'impact sur nos débouchés et les effets de la première crise risquent de revenir», souligne Lahlimi qui appelle à la «vigilance». Si la crise s'installe, la croissance risque d'être moins forte en 2016. □

K. M.



Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Les pronostics de la Banque mondiale

- **L'Economiste: Quel est l'impact de la crise en Chine sur les pays du Maghreb et sur le Maroc en particulier?**

- **Jean-Pierre Chauffour:** Contrairement à certains autres pays à revenu intermédiaire, les pays du Maghreb ne sont dans l'immédiat pas directement touchés par les effets de la crise actuelle en Chine et dans le reste de l'Asie. Même si cela peut paraître comme une bonne nouvelle dans le court terme, cette situation reflète le fait que la région est peu connectée financièrement avec le reste du monde. Avec des contrôles de capitaux en place et des bourses nationales peu développées, le Maghreb est à court terme relativement à l'abri de turbulences financières internationales et des risques de contagion. Ceci étant, la crise en cours des marchés boursiers et de devises ainsi que le ralentissement de la croissance chinoise aura un impact direct et indirect sur le Maroc via l'économie réelle. La Chine est devenue en l'espace de quelques années, le troisième fournisseur du Maroc. Toutefois, elle n'est que son 18ème client. Hormis la participation des entreprises chinoises aux grands projets d'infrastructures, les investissements chinois au Maroc demeurent globalement faibles et ne portent que sur un nombre limité de domaines.



Jean-Pierre Chauffour, Economiste principal pour le Maroc à la Banque mondiale analyse l'impact du ralentissement de la croissance chinoise sur le Maroc. Chauffour explique qu'il ne faut pas s'attendre à un effet direct prononcé du ralentissement chinois sur le Maroc. Mais indirectement l'effet risque d'être plus important (Ph. L'Economiste)

- **Dans ce cas, quels sont les risques réels pour l'économie marocaine?**

- Il ne faut pas s'attendre à un effet direct prononcé du ralentissement chinois sur le Maroc. Indirectement, en revanche l'effet risque d'être plus important. Avec une industrie naissante orientée vers l'exportation

d'automobiles, de pièces d'aéronautique et d'électronique et une forte dépendance vis-à-vis des recettes touristiques et des envois de fonds des travailleurs, les perspectives d'exportation du Maroc sont très sensibles à la demande mondiale, en particulier de l'Europe. Or le ralentissement de la Chine et d'autres marchés émergents risque de freiner la demande mondiale, y compris la demande européenne adressée au Maroc. De plus, la dépréciation du renminbi (devise de la Chine) et d'autres devises émergentes vont renforcer la compétitivité-prix de ces pays; mettant ainsi les produits marocains à un désavantage de prix sur les marchés tiers.

D'un autre côté, si le ralentissement des marchés émergents fait baisser les prix du pétrole, cela aura un effet positif sur les importations marocaines et sur la balance des paiements courants. Avec des prix du pétrole plus bas, cependant, le Maroc pourrait recevoir moins d'IDE et de soutien financier de la part des pays du Golfe. Au total, sans étude plus approfondie, l'effet net de la crise chinoise sur le Maroc reste incertain. □

Propos recueillis par
Khadija MASMOUDI

Coup de froid sur les cours



• Tous les métaux plongent, sauf l'or

• Des mesures de relance chinoises font décoller les Bourses européennes

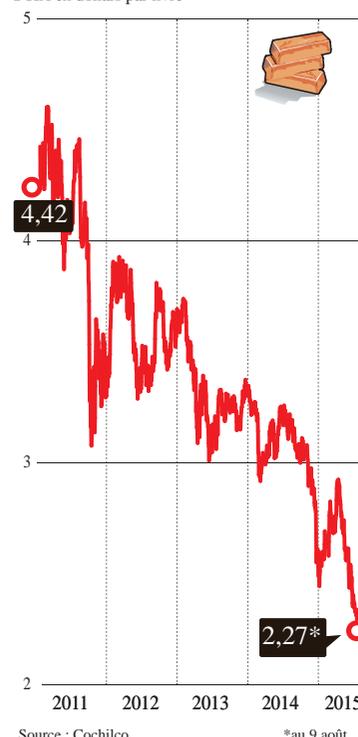
DANS la foulée des Bourses européennes, les marchés américains rebondissaient hier mardi après-midi. En revanche, la Bourse de Shanghai a encore chuté de 7,63% en clôture, tandis que Tokyo a terminé la journée sur une baisse de près de 4%.

Pour tenter de sauver la situation, la Chine a annoncé d'autres mesures de relance. La Banque Populaire de Chine a décidé d'abaisser de 0,25 point de pourcentage, à 4,60%, le taux d'emprunt à un an qui sert de référence, tout en abaissant les réserves obligatoires des banques, autorisées à prêter davantage.

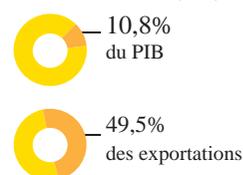
Le marché du cuivre

La baisse des cours inquiète les mines chiliennes

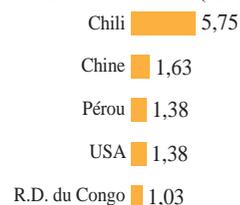
Prix en dollars par livre



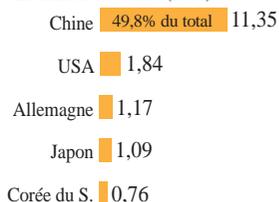
Le cuivre chilien (2014)



Producteurs mondiaux
En millions de tonnes (2014)



Principaux consommateurs
En millions de tonnes (2014)



La chute du prix du cuivre à son plus bas niveau en six ans, en raison de la faible demande chinoise, est une menace pour les économies du Chili et du Pérou, parmi ses plus importants producteurs et exportateurs mondiaux. Le cours du métal rouge a plongé cette année de plus de 22%

Cette dernière mesure équivaut à une injection massive de liquidités. La banque centrale (PBOC) a injecté 150 milliards de yuans (20,3 milliards d'euros) dans le système financier via des opérations de marchés régulières, pour apaiser des tensions sur les liquidités disponibles.

La panique sur les places boursières mondiales s'est propagée aux marchés des matières premières. Pétrole, métaux industriels... tout y passe. Le Bloomberg Commodity Index, qui réunit vingt-deux matières premières (blé, pétrole, gaz, or, cuivre, maïs, coton, sucre, bétail, etc.), a plongé lundi 24 août de 1,7%, son plus bas niveau depuis août 1999. Le cuivre est passé sous les 5.000 dollars la tonne vendredi 21 août pour la première fois depuis la crise financière de 2009.

L'aluminium est tombé aussi à son niveau le plus bas en six ans. A l'inverse, l'or reprenait des couleurs et remontait à son plus haut niveau depuis début juillet.

Le mois dernier, les cours du minerai de fer sont tombés à leur plus bas niveau

«La sur-réaction des marchés est plus liée à la peur»

- **L'Economiste:** Les inquiétudes sur la Chine font chuter les matières premières. Cette chute a entraîné celle des Bourses. Comment expliquer cette situation?

- **Philippe Chalmin:** Je ne suis pas sûr que l'enchaînement que vous décriviez soit exact. Les inquiétudes sur la Chine ont effectivement déclenché la chute des Bourses. Celle-ci a amplifié le mouvement de la baisse des matières premières qui étaient à l'œuvre depuis plusieurs mois déjà. Mais qui lui n'était pas fondamentalement lié à la situation chinoise, mais beaucoup plus à l'état de surcapacité dans laquelle se trouvent plusieurs marchés. Qu'il s'agisse de l'énergie, des minerais de métaux non ferreux, de minerais de fer et de charbon ou même de certains produits agricoles. Il faut souligner que la Chine a continué en juillet à augmenter ces exportations de la plupart des matières premières. Et donc la sur-réaction des marchés du lundi 24 août est beaucoup plus liée à la peur des investisseurs qu'à la réalité des situations au moins en ce qui concerne les importations chinoises.

- **Comment expliquez-vous la dégringolade des cours du cuivre?**

- La chute du cuivre reste à des niveaux des prix historiquement relativement élevés. Mais c'est vrai que les cours du cuivre sont tombés sous la barre des 5.000 dollars la tonne. Lundi soir, il a clôturé un peu au-dessus. Là, il peut y avoir effectivement une raison chinoise, moins liée à un repli



Philippe Chalmin est professeur d'histoire économique à l'université Paris-Dauphine et coordinateur du rapport Cyclope sur les matières premières (Ph. L'Economiste)

des importations qu'au retrait d'un certain nombre d'investisseurs notamment chinois qui utilisaient le cuivre comme une sorte de collatéral à des investissements qui étaient purement financiers. Il y a un petit peu un dégonflement d'une bulle chinoise qui était assez évidente sur le marché du cuivre.

- **Les investisseurs vont-ils se diriger vers des valeurs refuge telles que l'or? Si, oui, quel serait l'impact de cette réorientation?**

- L'or n'a pas vraiment profité de la situation. C'est vrai avec la baisse des taux, l'intérêt d'un placement en or est plus important. Mais, il faut bien rappeler que là

aussi, les principaux consommateurs d'or sont l'Inde et la Chine. Le cours de l'or, peut-être plus que celui des autres matières premières, est quand même suspendu à la situation chinoise. Donc, aujourd'hui, nous pouvons estimer que l'or est à un point bas, sorte de plancher. Je ne suis pas certain que nous aurons une forte remontée de l'or dans les jours à venir.

- **Comment voyez-vous évoluer les cours du pétrole?**

- Là aussi, je pense que le prix du pétrole est quant même dans la zone de son plancher. L'impact de la Chine est relativement limité puisqu'elle a continué et continue encore à augmenter ses importations. La principale raison du prix relativement bas du pétrole c'est une situation d'excédent mondial puisque sur une production d'environ à peu près 96 millions de baril par jour à l'heure actuelle, on estimait au 2e trimestre qu'on était en excédent de 3 millions de barils par jour. C'est excédent venant à la fois des pays de l'Opep et puis de la continuelle montée de la production nord-américaine. Il est clair que le WTI est passé en dessous de 40 dollars le baril, on pourrait avoir un certain impact à la baisse de la production, un certain nombre de producteurs se retrouvant en dessous de leur seuil de rentabilité. Mais ceci prendra du temps. Donc, je pense que sur le pétrole on est probablement à un niveau qu'on peut qualifier de plancher. Je n'explique pas que ça peut descendre un petit peu, mais pas

énormément. Je m'attends à ce qu'il ait une légère remontée du marché peut-être dans le courant d'hiver en fonction de l'état de la demande. Sachant que cette baisse du prix du pétrole bénéficie bien entendu à tous les pays qui n'en produisent pas que ce soit des pays développés comme l'Europe ou émergents comme le Maroc (voir page 9).

- **Quelles conséquences pour les pays exportateurs et importateurs des matières premières?**

- De manière globale ceux qui souffrent ce sont les exportateurs de matière première en général et de pétrole en particulier. Le voisin algérien équilibre ses comptes à 110 dollars le baril. Il est clair qu'aujourd'hui, il ne peut maintenir son train de vie quand puisant dans les réserves qui ne sont pas énormes. Donc, pour les pays producteurs et ceux qui avaient axé leur développement uniquement sur les exportations des matières premières se trouvent aujourd'hui «le bec dans l'eau». Par contre la situation est beaucoup plus favorable pour les pays importateurs ou pour les pays qui ont su diversifier leur économie. Il est clair que c'est le cas du Maroc qui a la chance cette année de cumuler d'une part d'excellente récolte et a réduit le temps de ses importations de produits alimentaires et de céréales en particulier. Grand importateur de pétrole et de gaz, il voit sa facture diminuer... □

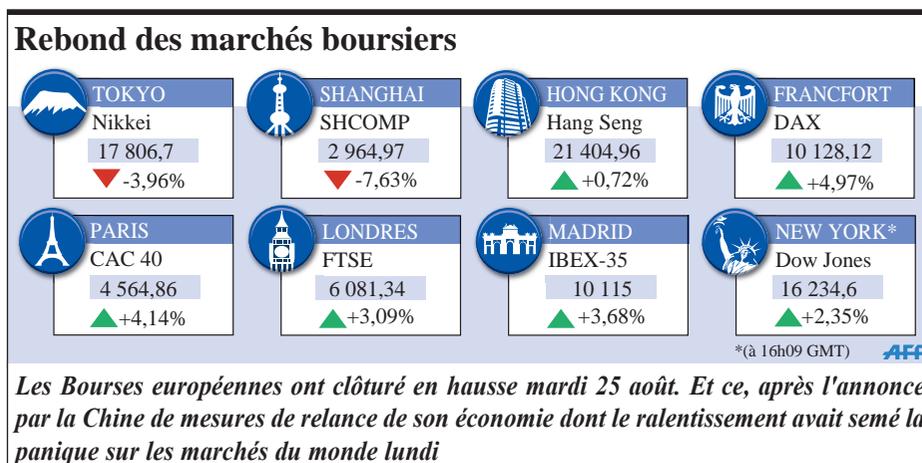
Propos recueillis par
Fatim-Zahra TOHRY

des matières premières

depuis 2009 à 44,59 dollars la tonne. Les cours du charbon et du cuivre ont également chuté cette année. Le minerai de fer est un composant clé de l'acier, essentiel au secteur de la construction.

Mardi 25 août, les prix du pétrole restaient lestés par des craintes sur la reprise économique mondiale et la surabondance de l'offre. Le Brent et le WTI oscillaient respectivement entre 44 et 40 dollars le baril. Les cours ont perdu plus de la moitié de leur valeur depuis juin 2014.

Les économies sont devenues dépendantes de la demande chinoise pour l'exportation de leurs minerais, bois, ressources énergétiques et autres matières premières. Mais le ralentissement de la croissance chinoise entraîne des ventes massives sur les marchés émergents. Le Brésil est particulièrement vulnérable.



C'est un important exportateur de matières premières tels du fer et du soja à la Chine. D'autres pays tels le Chili, la Russie, l'Afrique du Sud et la Malaisie voient déjà ou vont bientôt voir leurs exportations diminuer, selon plusieurs experts.

De son côté, l'Afrique du Sud, producteur de ressources minières comme le platine ou le cuivre, subit de plein fouet la baisse des cours des matières premières et la demande mondiale un peu faible.

Plusieurs entreprises ont été touchées.

L'anglo-australien BHP Billiton a annoncé une baisse de 86,2% de son bénéfice net annuel. Il est avec l'anglo-australien Rio Tinto, l'australien Fortescue Metals et le brésilien Vale dans le peloton de tête des exportateurs mondiaux de minerai de fer. Fortescue comme Rio Tinto viennent eux aussi de faire état de résultats en net recul, contrairement au brésilien qui a dit être sorti du rouge au deuxième trimestre grâce en particulier à l'appréciation du real et une réduction des coûts. Le secteur est victime d'une surabondance de l'offre couplée à une baisse de la demande chinoise. □

F. Z. T.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Les Brics vraiment essoufflés

• La monnaie sud-africaine à son plus bas historique

• Une inflation de 14,25% au Brésil

• Après la rechute du rouble, la Russie en récession

LE ralentissement économique de la Chine, jumelé à l'effondrement des cours des matières premières pèsent lourdement sur les économies des pays émergents. Et les Brics ne font pas exception. La tendance haussière des cours de matières premières durant ces dernières années dopé notamment par la forte croissance en Chine, est en train de s'inverser. Les pays producteurs de matières premières (pétrole, cuivre, fer) dont le Brésil et la Russie voient leur niveau d'exportation chuter à cause d'une forte dépendance de la deuxième économie mondiale.

La Russie premier fournisseur de la Chine en or noir en 2015 avec 927.000 barils par jour a fortement été impactée par l'effondrement de la demande chinoise d'une part et de la chute du prix du baril de l'autre. La situation ne cesse d'empirer avec la devise russe. Le rouble est tombé lundi à son plus bas niveau annuel. Un dollar vaut désormais un peu plus de 70 roubles. Ajouté à cela l'embargo décrété par le président Vladimir Poutine sur les



Les pays émergents membres des BRICS sont touchés de plein fouet par l'affaiblissement de l'économie chinoise. Lors du sommet tenu à Oufa en Russie en juillet, les Brics avaient déjà exprimé leur préoccupation vis-à-vis de la volatilité des marchés financiers mondiaux et des prix du pétrole (Ph. AFP)

produits de consommation américains et européens ce qui a pour effet la hausse de prix des produits à la consommation provoquant in fine une récession. L'économie brésilienne n'est guère plus propice. Le coût d'arrêt marqué par la Chine, son principal partenaire économique, plombe la croissance du pays. Le cours des matières premières en baisse, le chômage record en plus d'une crise politique sans précédent, sont à l'origine de la croissance molle enregistrée cette année. Selon les projections du FMI, l'économie du pays est en repli en 2015 de 2,01%. L'inflation s'établit à des niveaux relativement élevés à 9%. Pour contenir cette tendance inflationniste, la banque centrale brésilienne a considérablement augmenté le niveau de son taux directeur

à 14,25%. Un taux élevé qui risque de freiner l'économie brésilienne. L'Afrique du Sud voit également ses exportations diminuer. Dans un contexte particulièrement morose pour les devises émergentes, la monnaie sud-africaine, le rand, a atteint son plus bas historique lundi face au dollar et à l'euro. La dépréciation du rand complique la tâche de la banque centrale contrainte d'accentuer l'inflation actuelle qui atteint 4,7%, tandis que la croissance demeure trop faible pour résorber un chômage élevé. La banque centrale sud-africaine (SARB) a cependant affiché sa détermination à laisser les forces du marché fixer le taux de change. Seule l'Inde parvient à tirer son épingle du jeu. En dépit de la perte qu'a subie l'indice de Bombay, qui a atteint lundi son plus bas depuis

le 21 janvier 2008, ce ralentissement est loin de peser sur le pays : importateur de matières premières et caractérisé par une économie de services. Il faut dire que la croissance des pays émergents dépend en partie de leur demande intérieure. Mais la chute des cours des matières premières, enregistrée dernièrement, est susceptible de plomber les excédents à l'exportation des Brics. Le Brent s'échange actuellement sous le seuil des 45 dollars le baril. Une première depuis 2009. Rappelons que celui-ci se négociait à 114 dollars le baril en juin 2014. Le baril de brut léger américain WTI, la référence européenne s'est placée en dessous du seuil des 40 dollars lundi. Une baisse du prix du baril soutenue par le retour de l'Iran suite à la levée des sanctions à Téhéran qui s'additionne à l'abondance du pétrole de schiste. Le cuivre, l'indicateur figure de la conjoncture, a cédé plus que 30% de sa valeur depuis le printemps 2014.

Si cette crise a un effet dévastateur sur les pays émergents, elle est une aubaine pour les pays développés qui verront leur pouvoir d'achat croître durant les quelques mois à venir. D'autres pays concurrents à la Chine, aux coûts de mains-d'œuvre très faibles pourront également tirer profit du malaise dont souffre la deuxième économie mondiale. Tel est le cas du Vietnam, doté d'une population active de 55 millions d'individus. □

A. I. L.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com